



Projet de loi n°6200 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État
pour l'exercice 2011

Avis de la Chambre de Commerce

L'assainissement budgétaire hypothéqué par le report des inévitables réformes structurelles

Conférence de presse du 15 novembre 2010



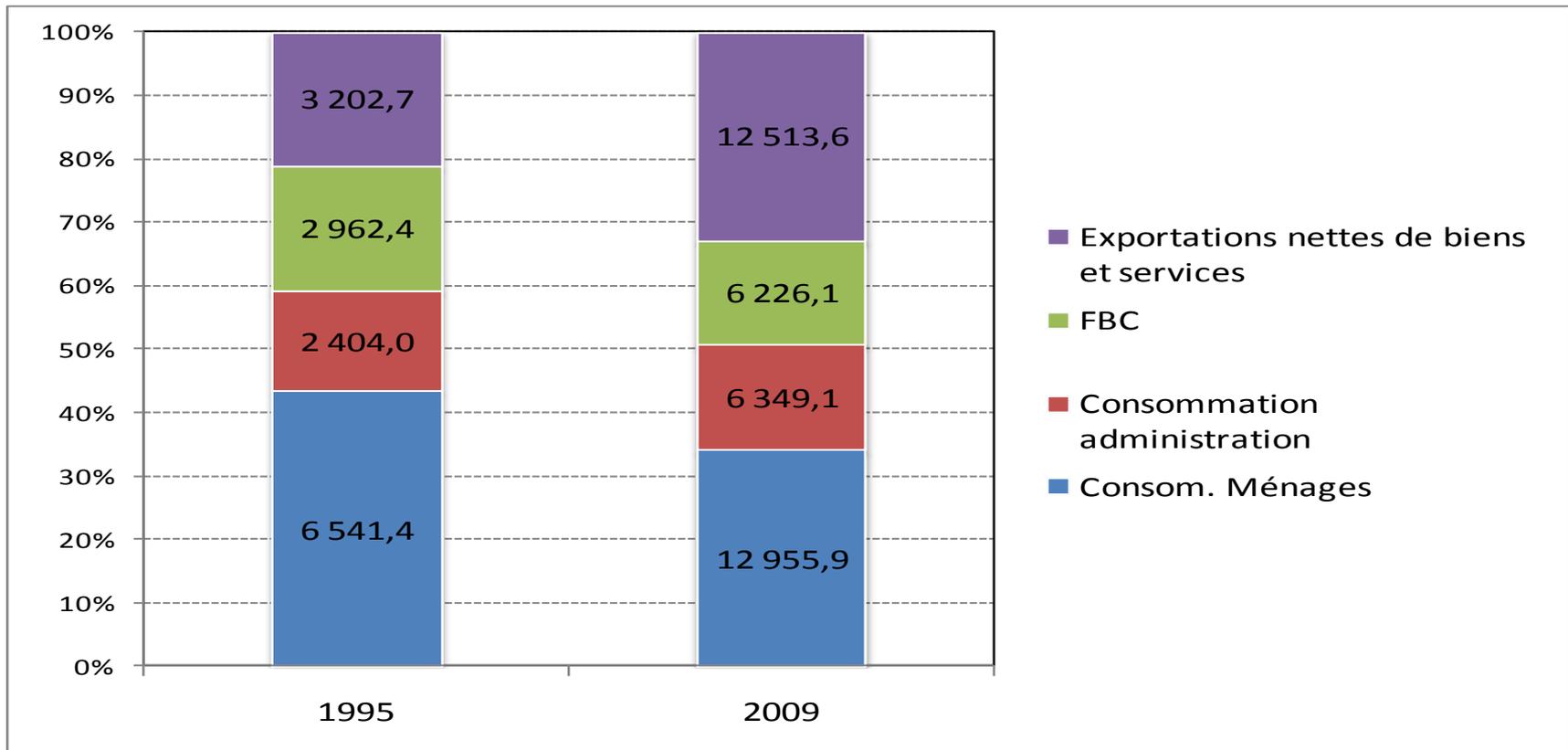
Le projet de budget 2011 en un clin d'œil....

Élément	Montant
Croissance économique projetée	3,0%
Taux de création d'emploi	1,1%
Taux de chômage	6,3%
Indice des prix à la consommation	1,9%
Solde de l'Administration centrale	-1,4 mia EUR (-3,4%)
Solde de l'Administration publique	-0,5 mia EUR (-1,2%)
Evol. dépenses 2011 p.r. dépenses votées 2010	+441,7 mio EUR (+3,6%)
Evol. dépenses 2011 p.r. dépenses réelles 2010	+235,6 mio EUR (+1,9%)
Evol. recettes 2011 p.r. recettes votées 2010	+1302,0 mio EUR (+13,0%)
Evol. recettes 2011 p.r. recettes réelles 2010	+484,0 mio EUR (+4,5%)
Effort d'assainissement en 2011	725,8 millions EUR, dont: <i>34 mio EUR admin. centr.</i> <i>380 mio EUR baisse investiss.</i> <i>237 mio EUR hausses fiscales</i>



Composition du PIB luxembourgeois

... une dépendance vis-à-vis du commerce extérieur renforçant l'impératif en matière de compétitivité

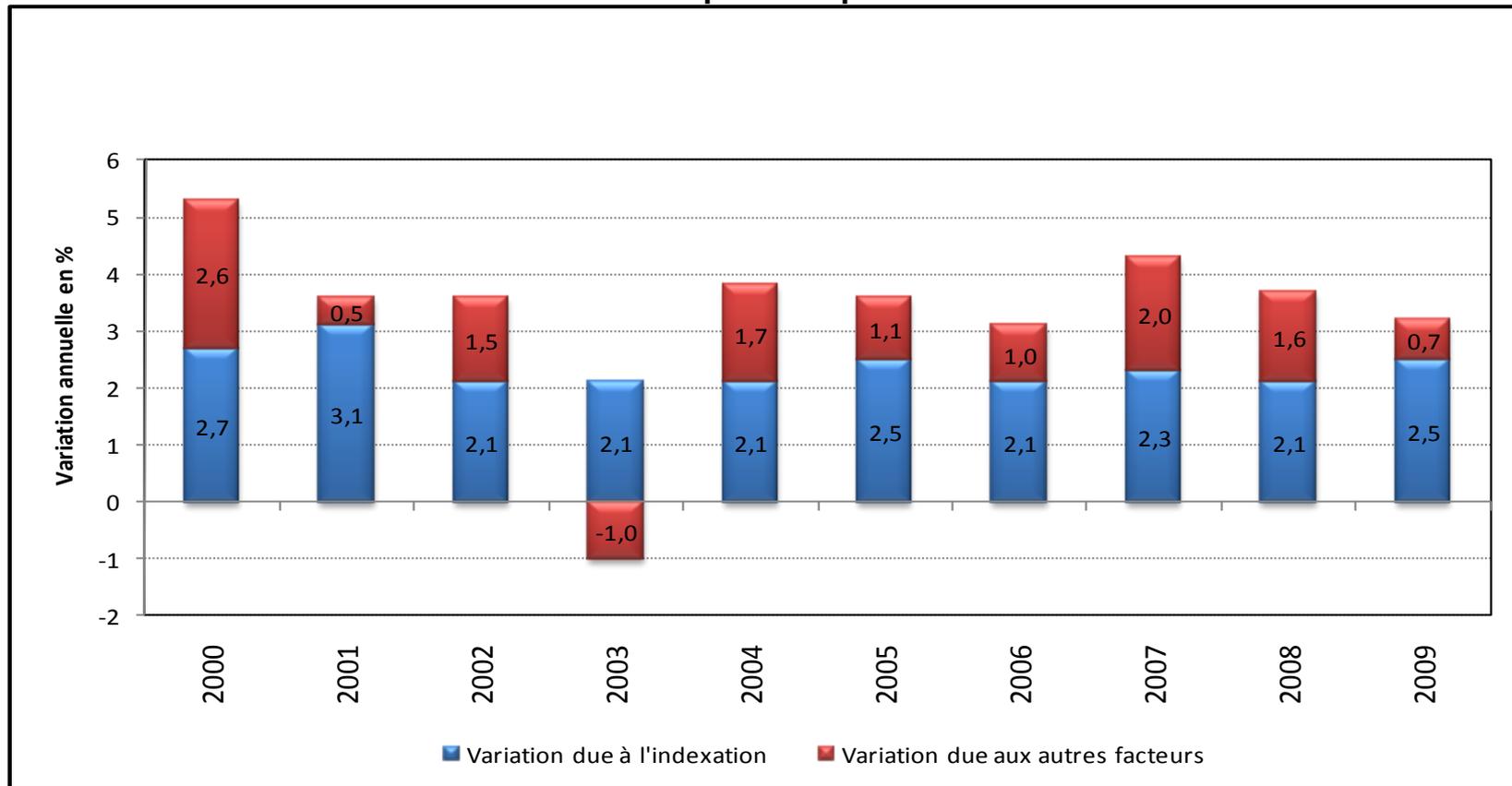


Source: Comptabilité nationale. Calculs de la Chambre de Commerce



Compétitivité-coût

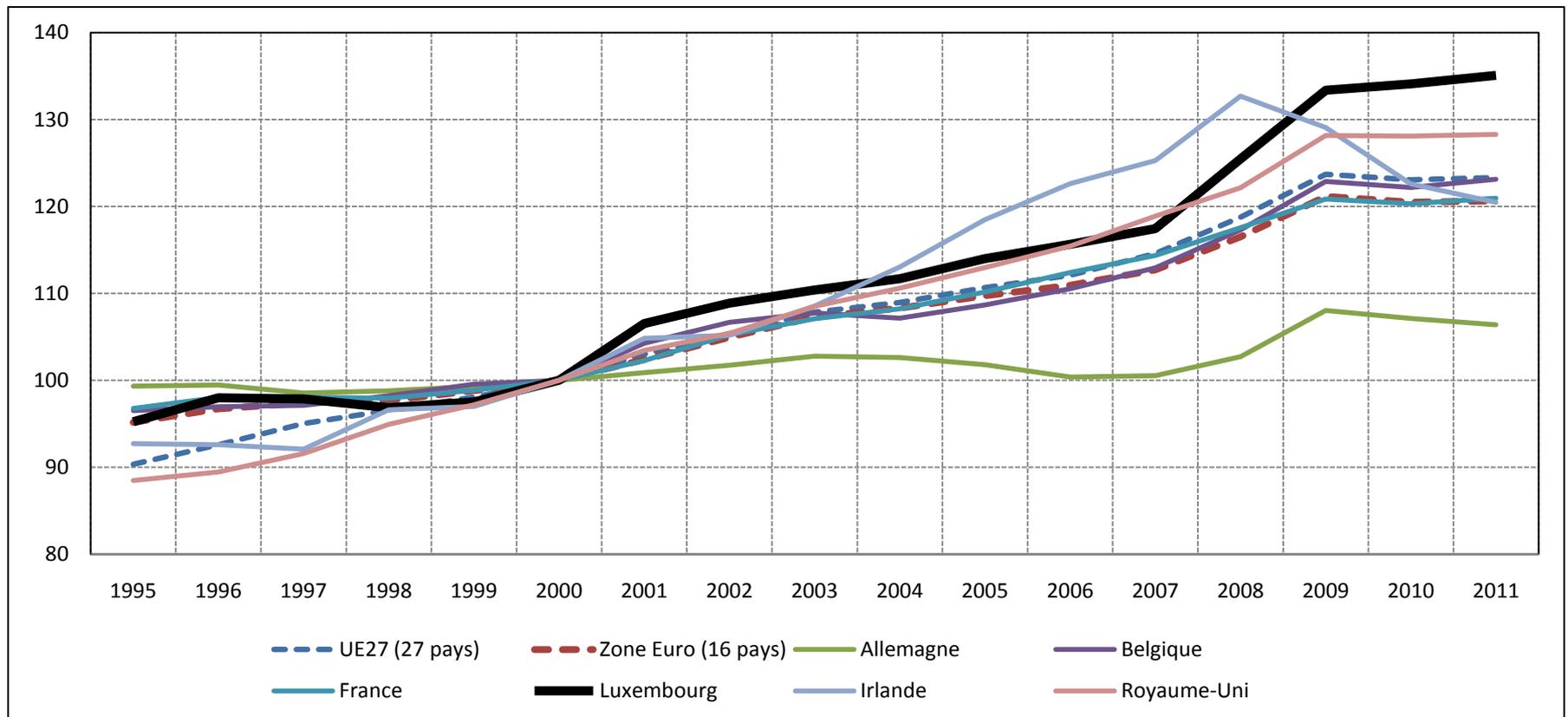
L'inflation et les automatismes afférents: obstacle à l'assainissement des finances publiques





Compétitivité-coût

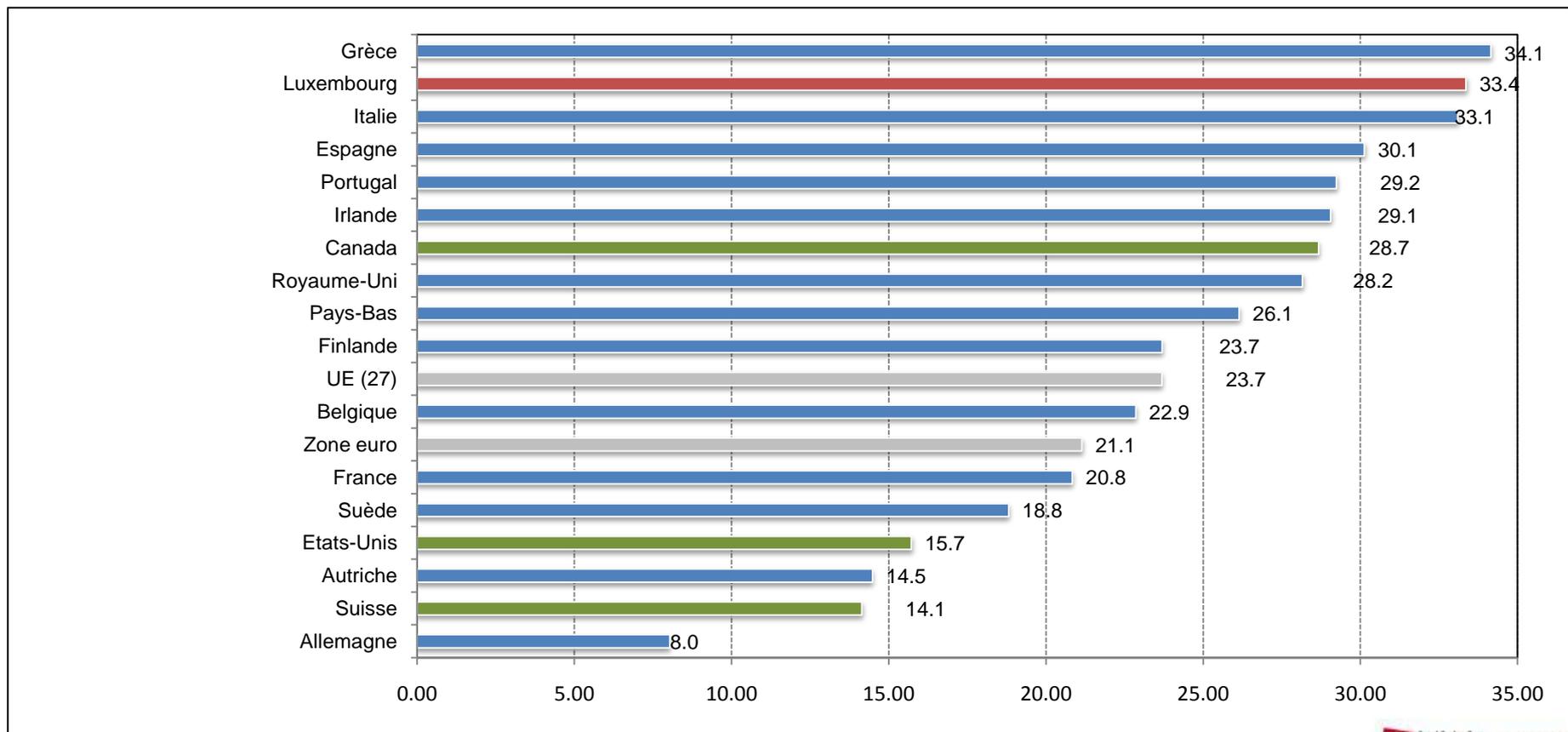
Un coût salarial unitaire continuant de progresser plus vite qu'ailleurs





Compétitivité-coût

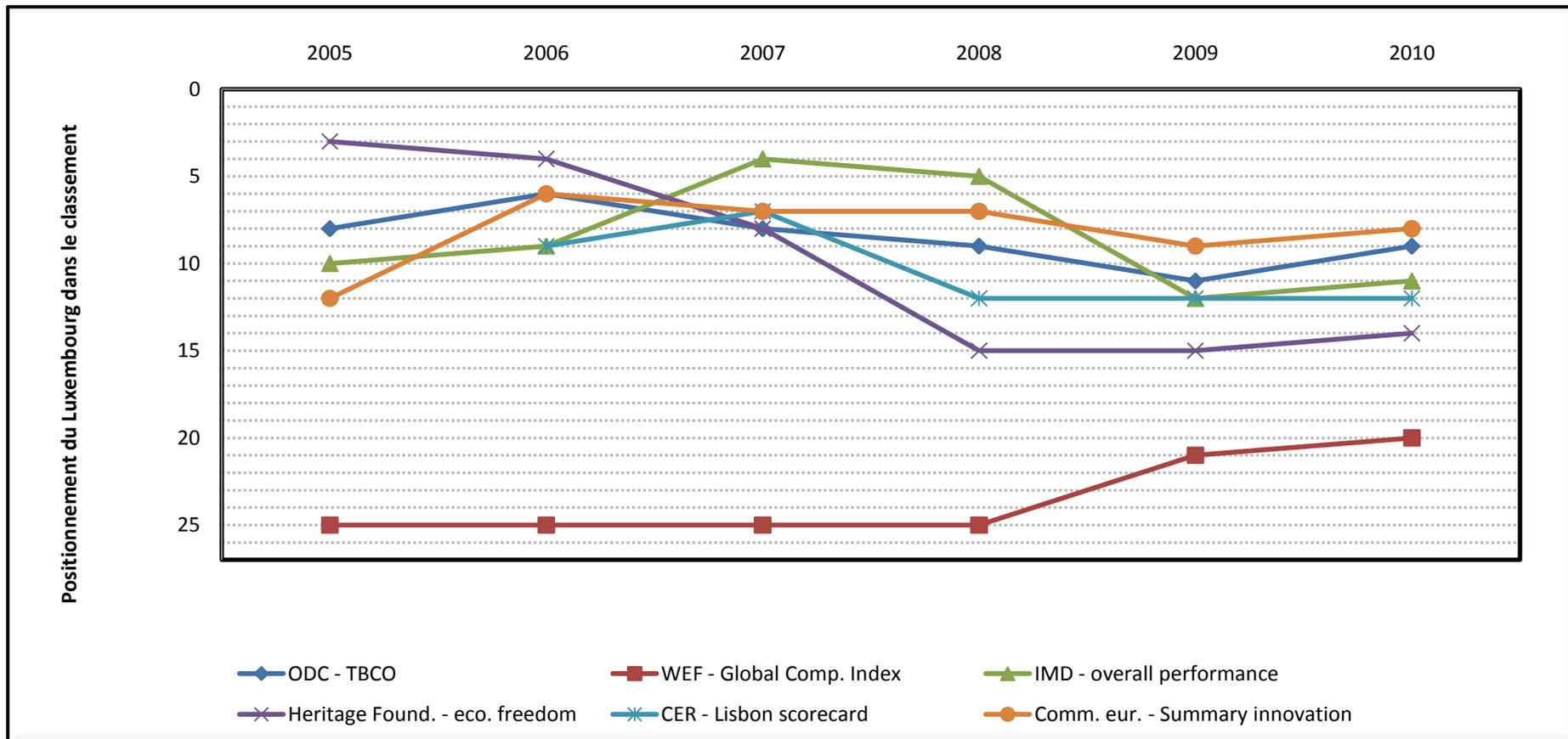
La progression du CSU nominal sur 10 ans





Compétitivité nationale

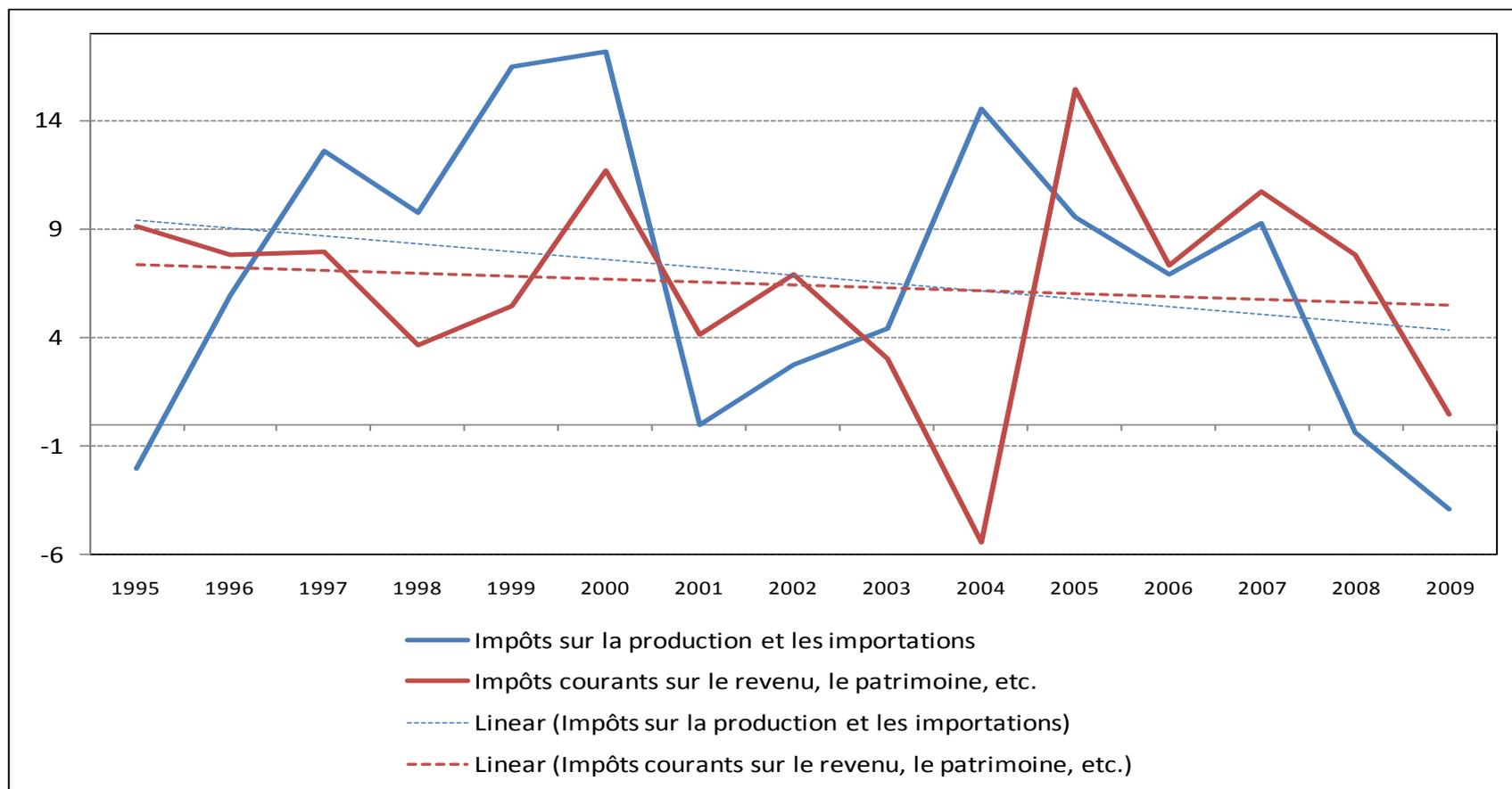
... une stagnation à bas niveau





Recettes de l'Etat central

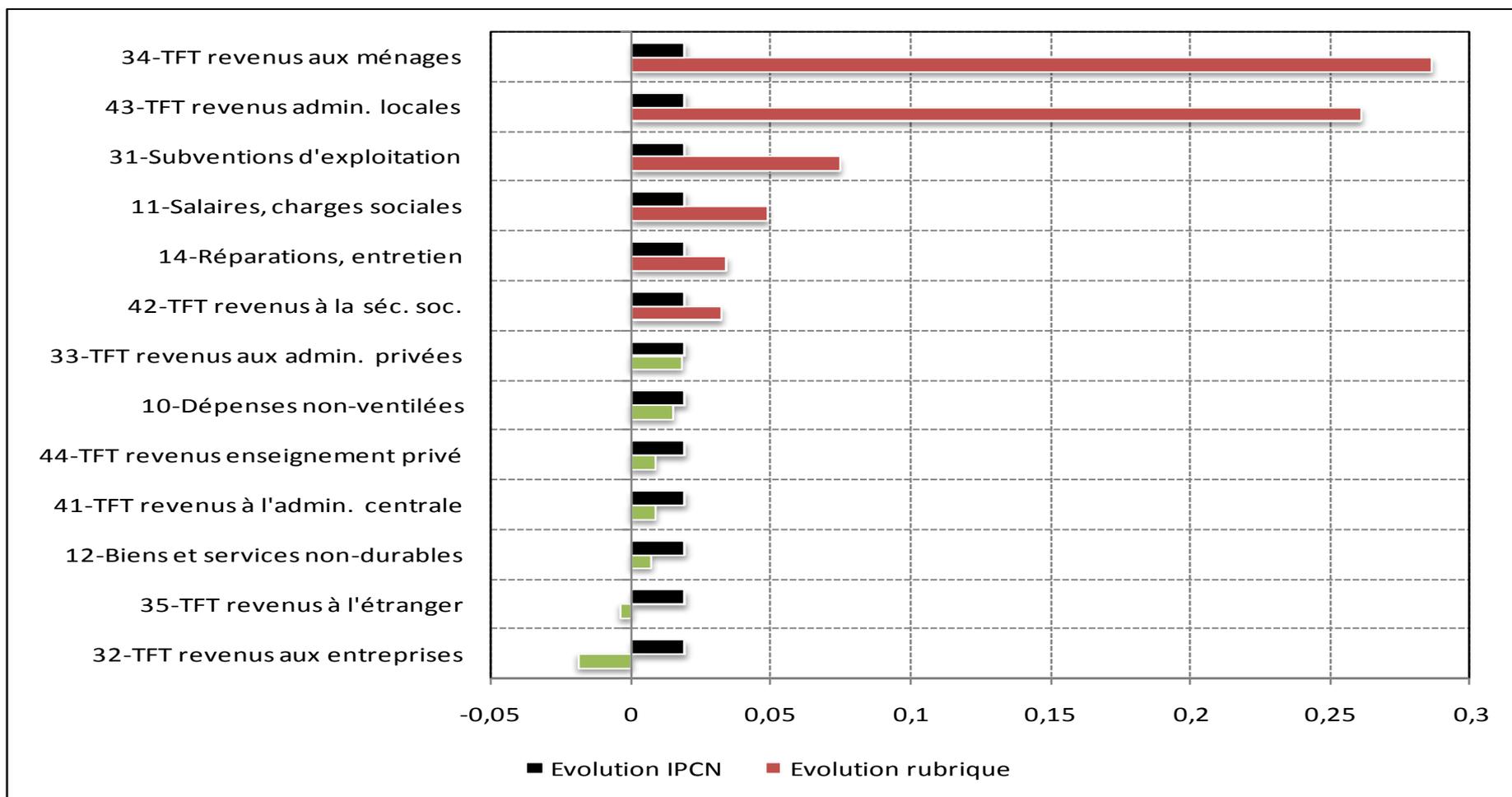
Un essoufflement du rythme de progression des recettes...





Dépenses de l'Etat central

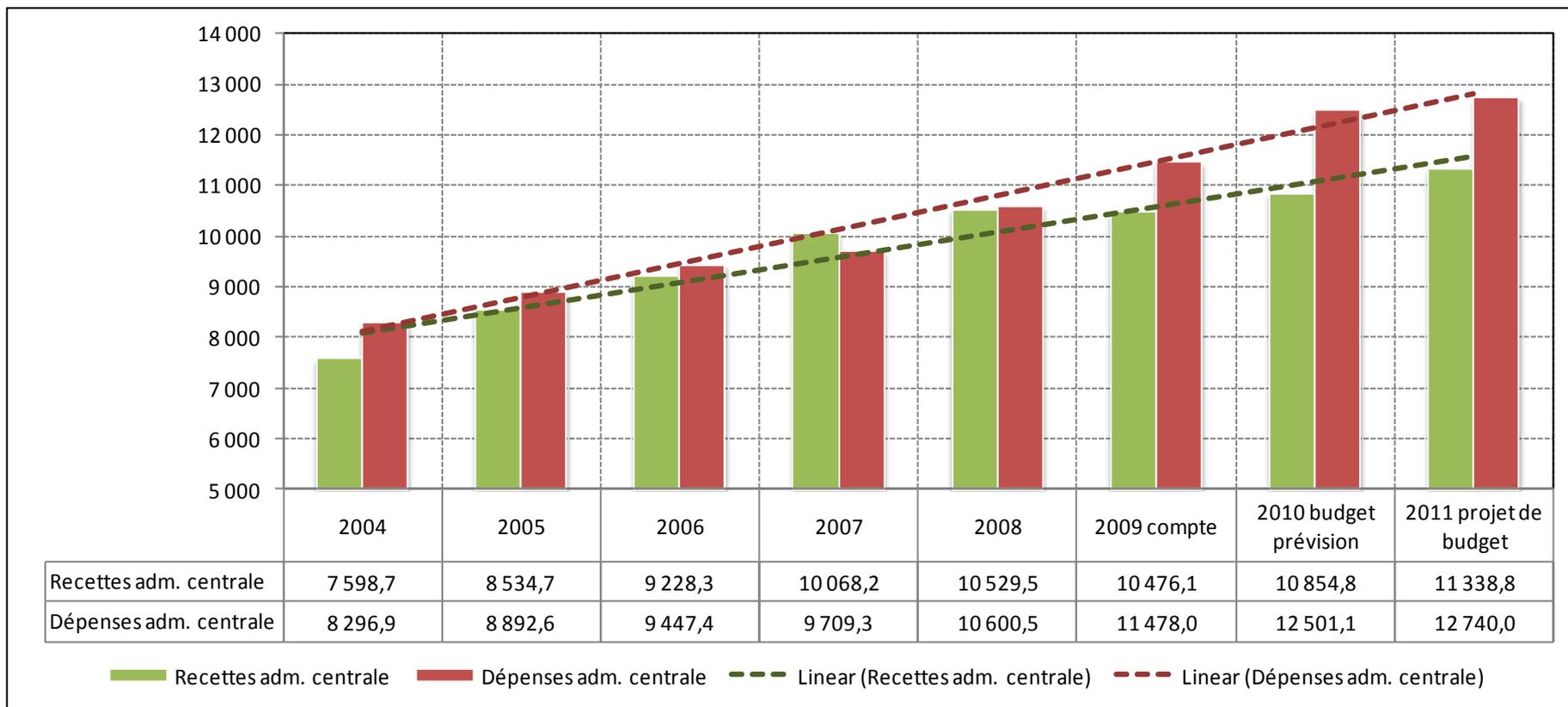
... face à une progression toujours vigoureuse des dépenses





Recettes et dépenses

Une tendance mettant à mal toute chance d'assainissement

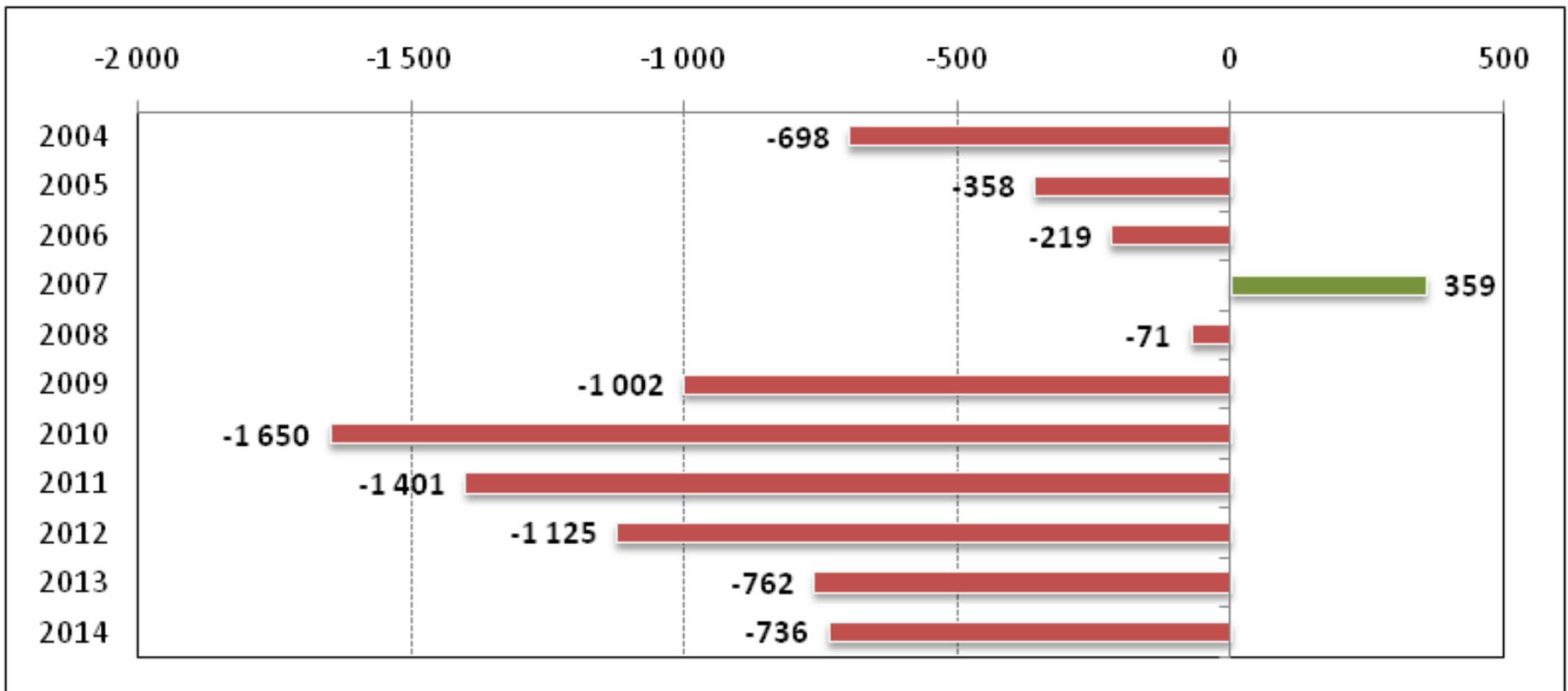


Source: Projets de budget. Calculs de la Chambre de Commerce.



Recettes et dépenses

Deux législatures face à un problème: le déficit structurel

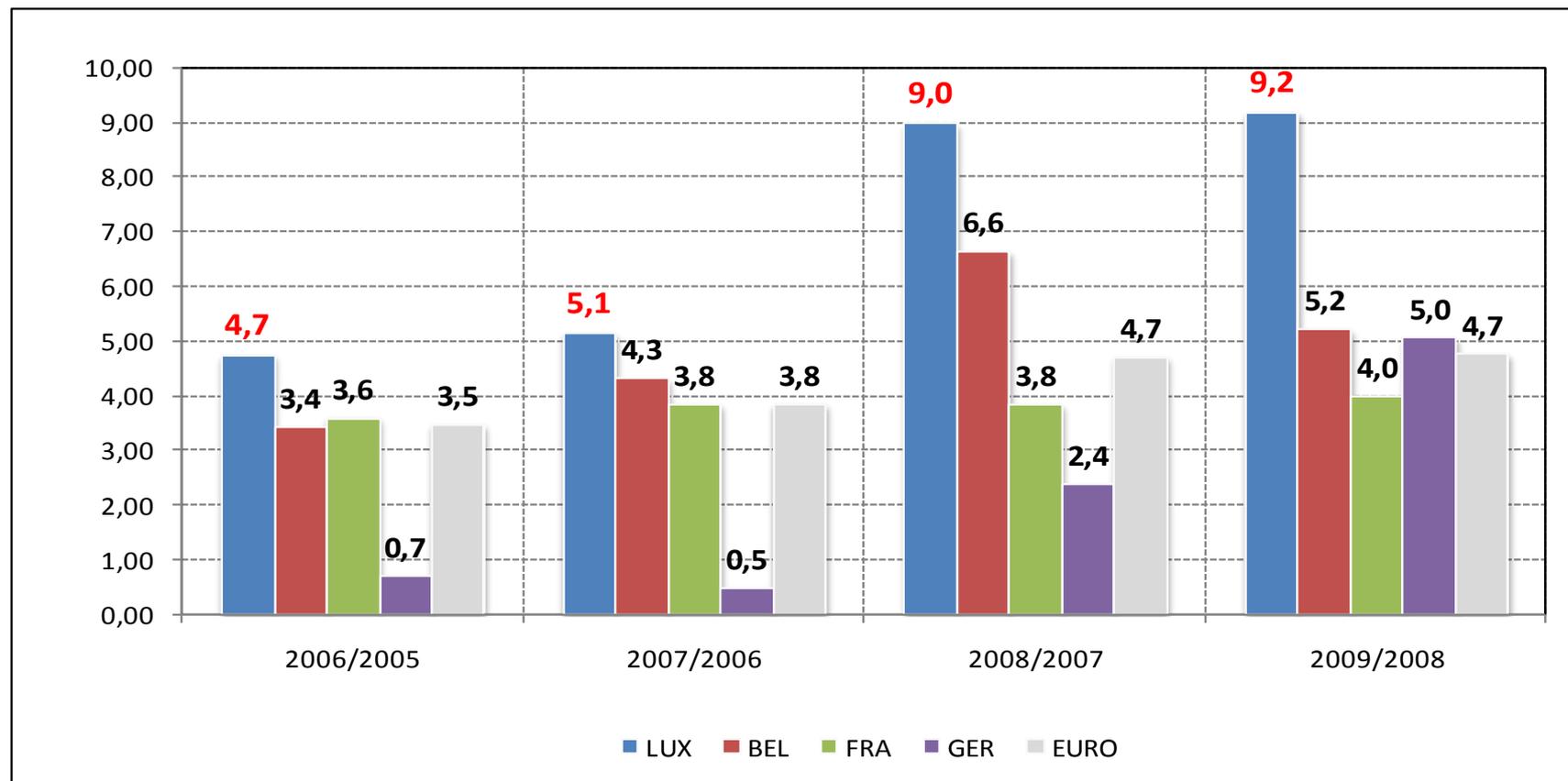


Sources: Comptabilité nationale; projet de budget 2011; 11^e actualisation du PSC. Calculs de la Chambre de Commerce.



Dépenses courantes

Une maîtrise qui fait largement défaut

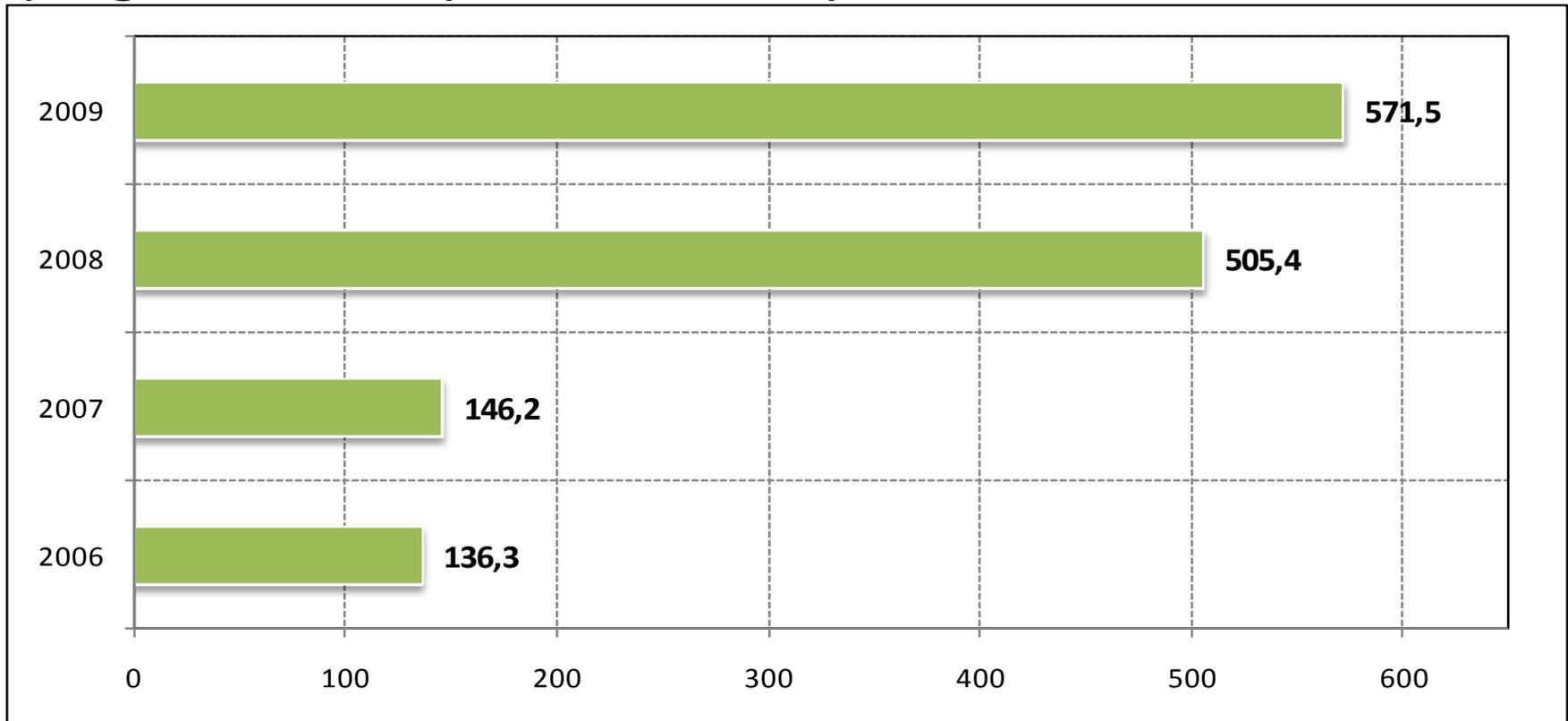


Sources: EUROSTAT: NB – le graphique montre l'évolution des dépenses budgétaires courantes en %.



Dépenses courantes

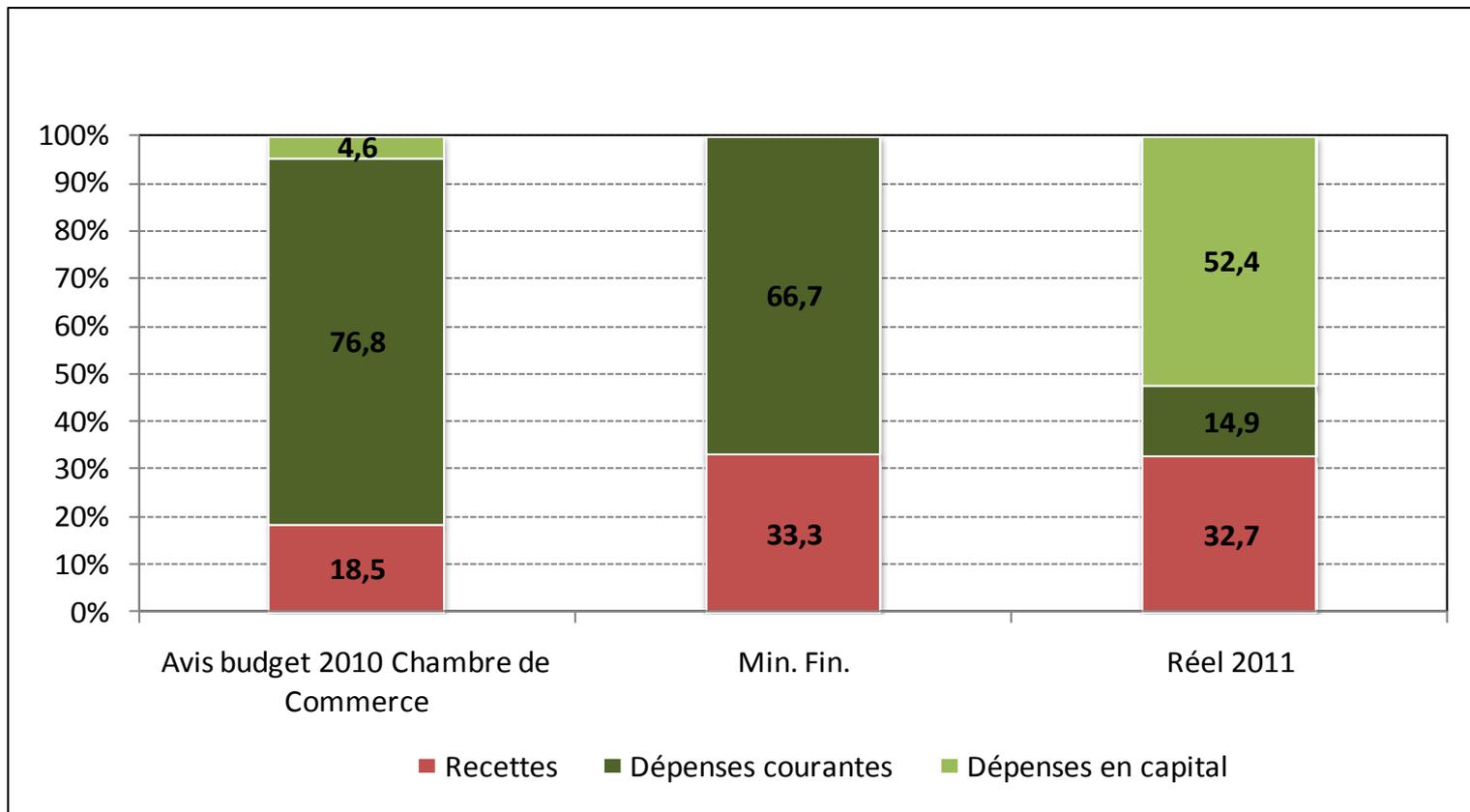
Un gain substantiel en cas d'adoption d'une norme de progression calquée sur la moyenne de la zone euro





Assainissement budgétaire en 2011

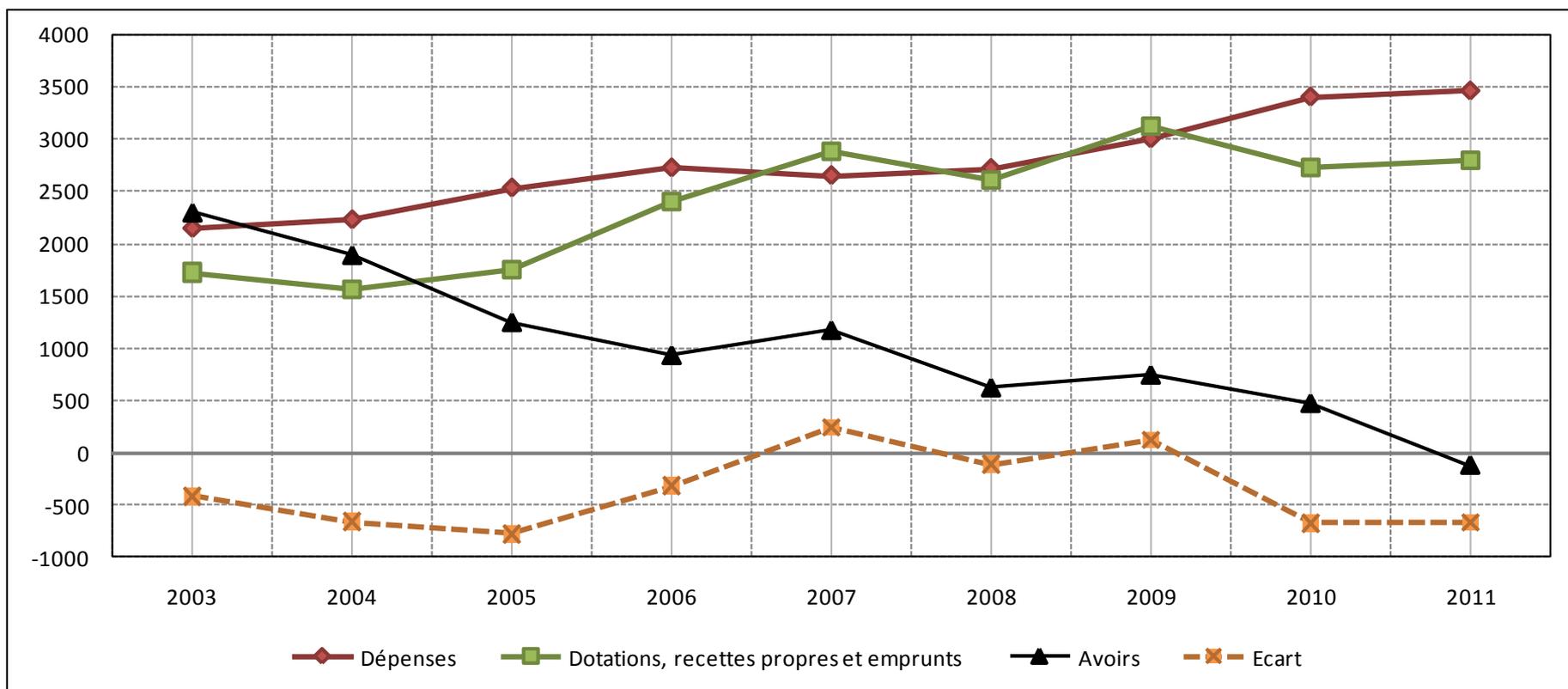
Une pondération non optimale entre recettes et dépenses en vue de l'assainissement des dépenses publiques





Situation des fonds d'investissements

Quid des marges de manœuvre futures pour développer nos infrastructures ?



Source: Projet de budget 2011. Calculs de la Chambre de Commerce.



Situation des fonds d'investissements

Quid de la politique anti-cyclique et de l'exécution du Plan de conjoncture?

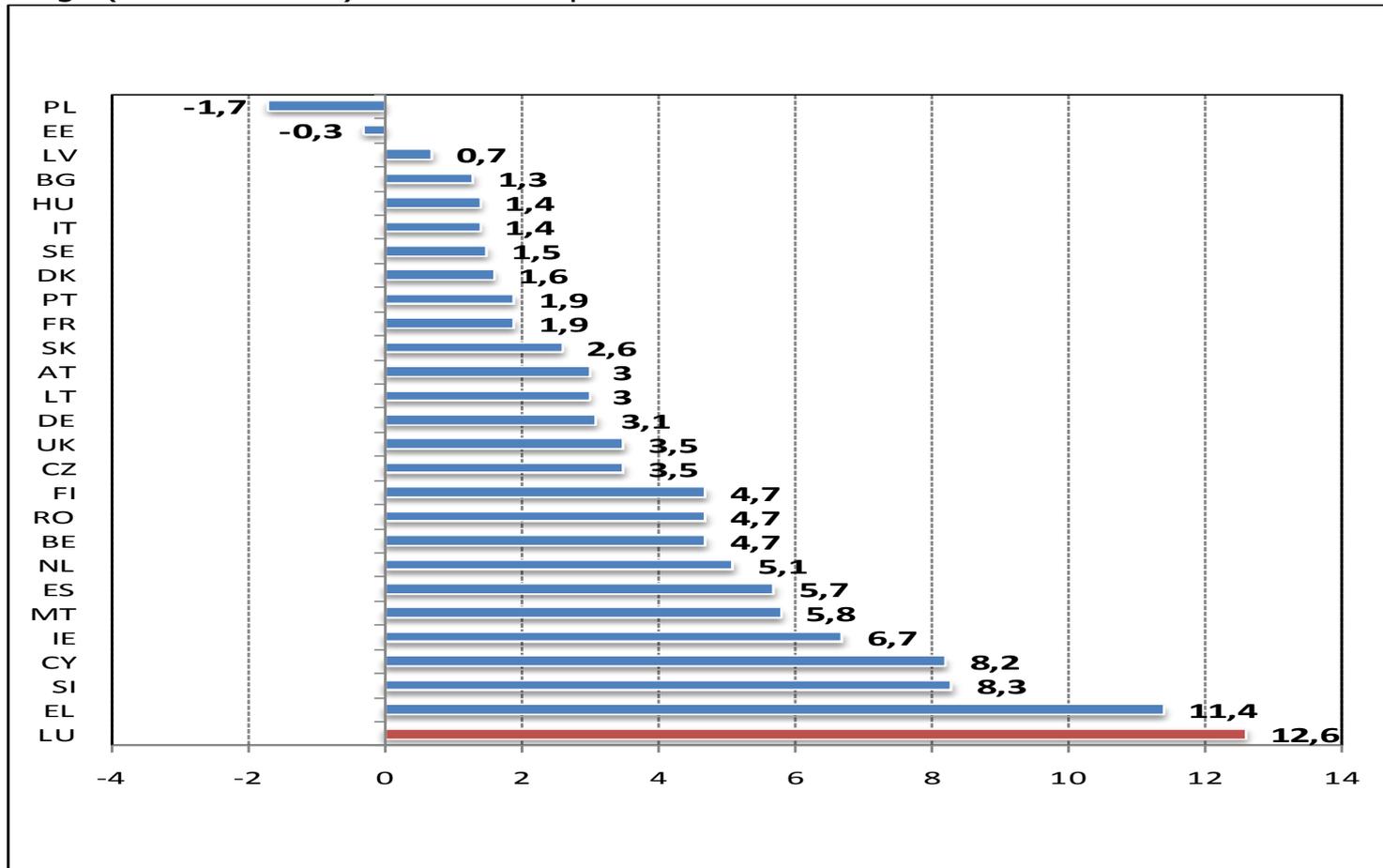
	Taux de réalisation en % (dépenses actées : dépenses prévues)				
<i>Fonds d'investissement</i>	2006	2007	2008	2009	2010 (indicatif)
Fonds pour les monuments historiques	118,2%	70,3%	81,2%	48,8%	77,4%
Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux	58,0%	56,0%	74,1%	52,6%	91,5%
Fonds d'investissements publics administratifs	56,6%	74,2%	85,7%	66,3%	75,9%
Fonds d'investissements publics scolaires	65,9%	59,9%	148,8%	93,5%	86,6%
Fonds des routes	100,4%	84,6%	63,9%	75,9%	84,5%
Fonds du rail	145,5%	88,5%	73,8%	79,8%	108,9%
Fonds pour les investissements socio-familiaux	75,5%	91,3%	72,6%	73,5%	100,0%
Total général	101,3%	80,3%	80,5%	76,6%	94,7%

Source: Projet de budget 2011. Calculs de la Chambre de Commerce.



Coût du vieillissement

Excédent budg. (en % du PIB) nécessaire pour financer le coût actualisé du vieillissement en UE

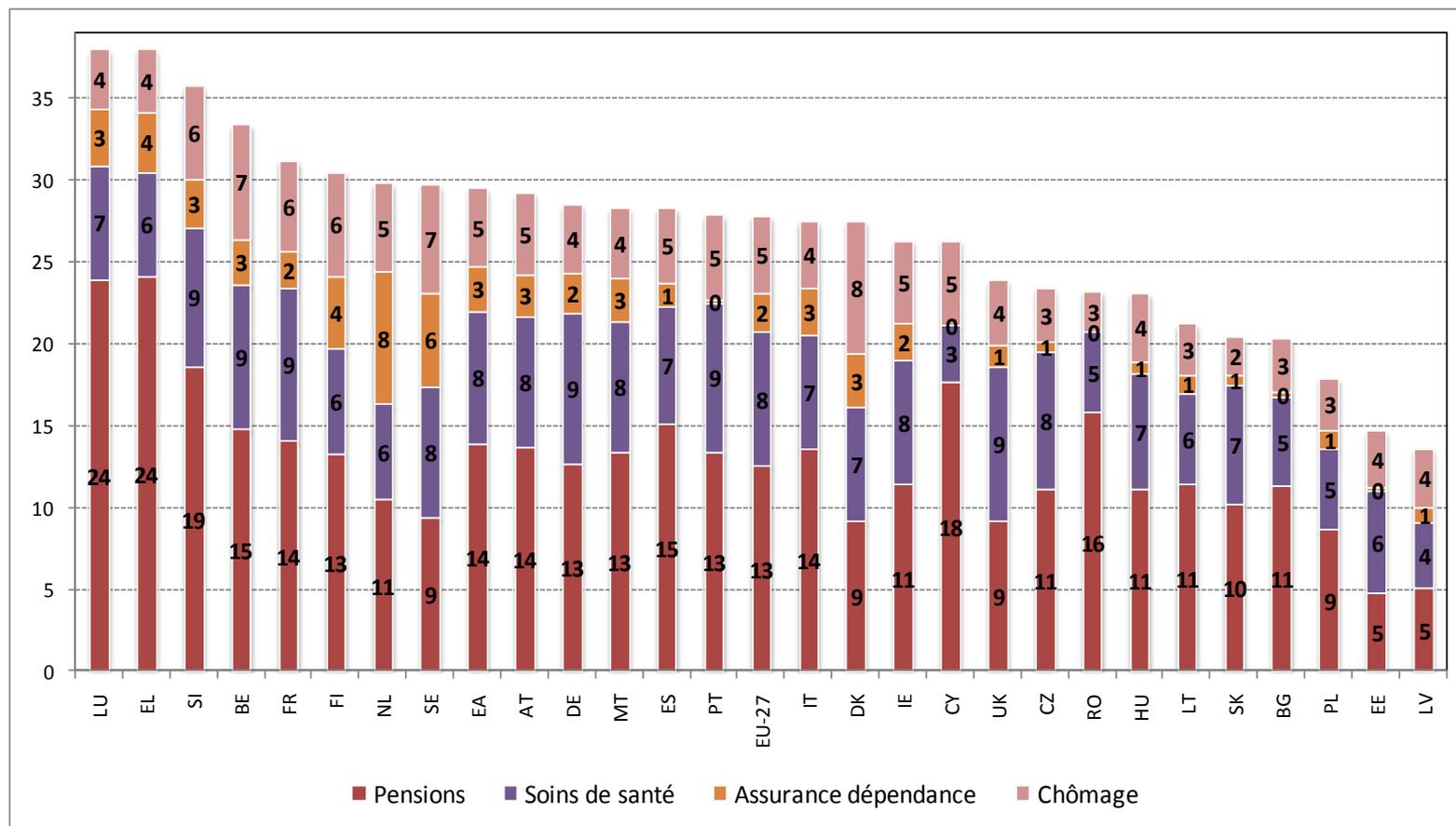


Source: Commission européenne. Calculs de la Chambre de Commerce.



Coût de l'inaction en matière de sécurité sociale

Un poids étouffant du coût de la s.s. de 38% du PIB en 2060

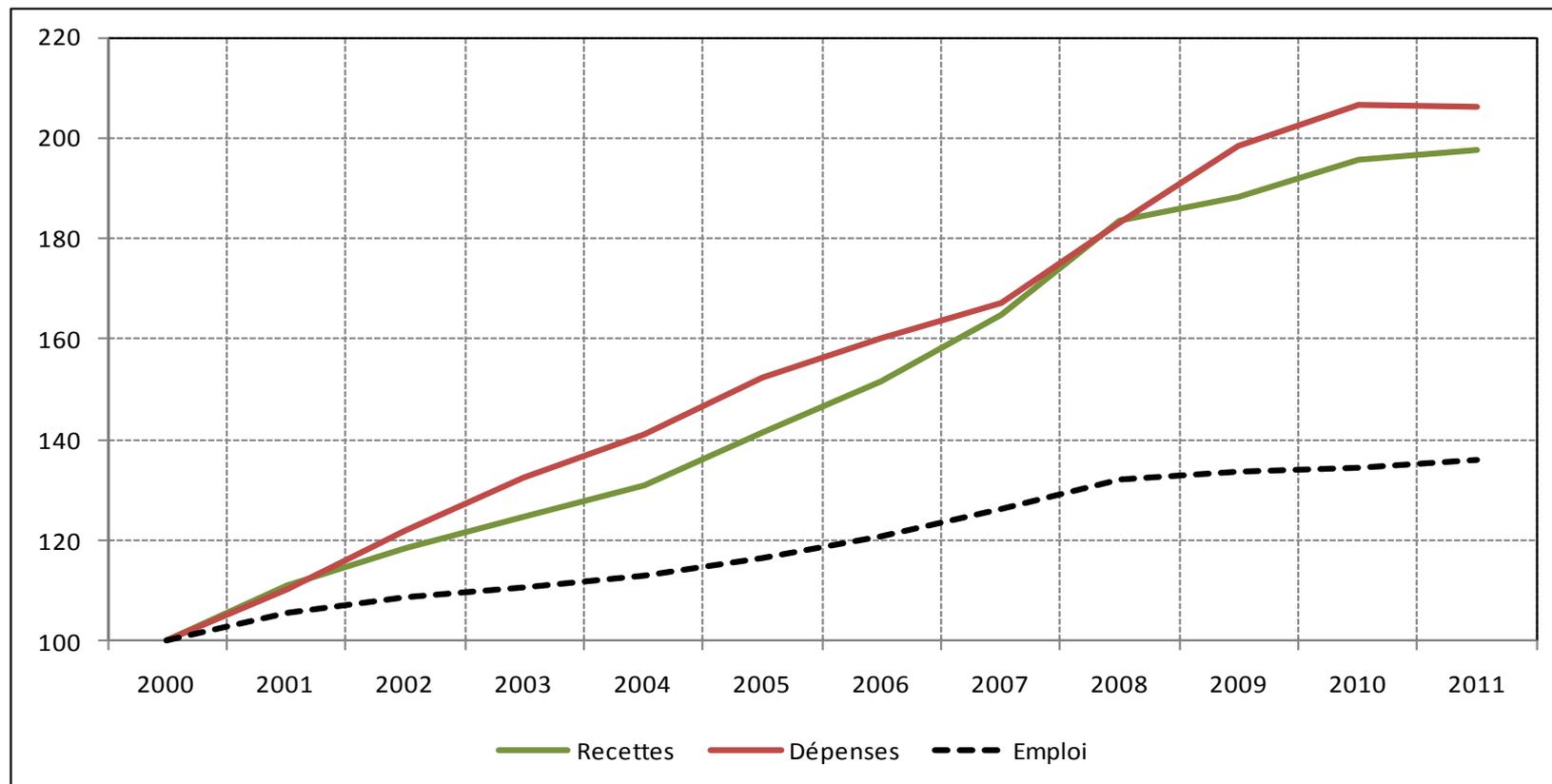


Source: Commission européenne. Calculs de la Chambre de Commerce.



Un problème seulement à long terme?

Déjà aujourd'hui, une progression plus importante des dépenses que des recettes...

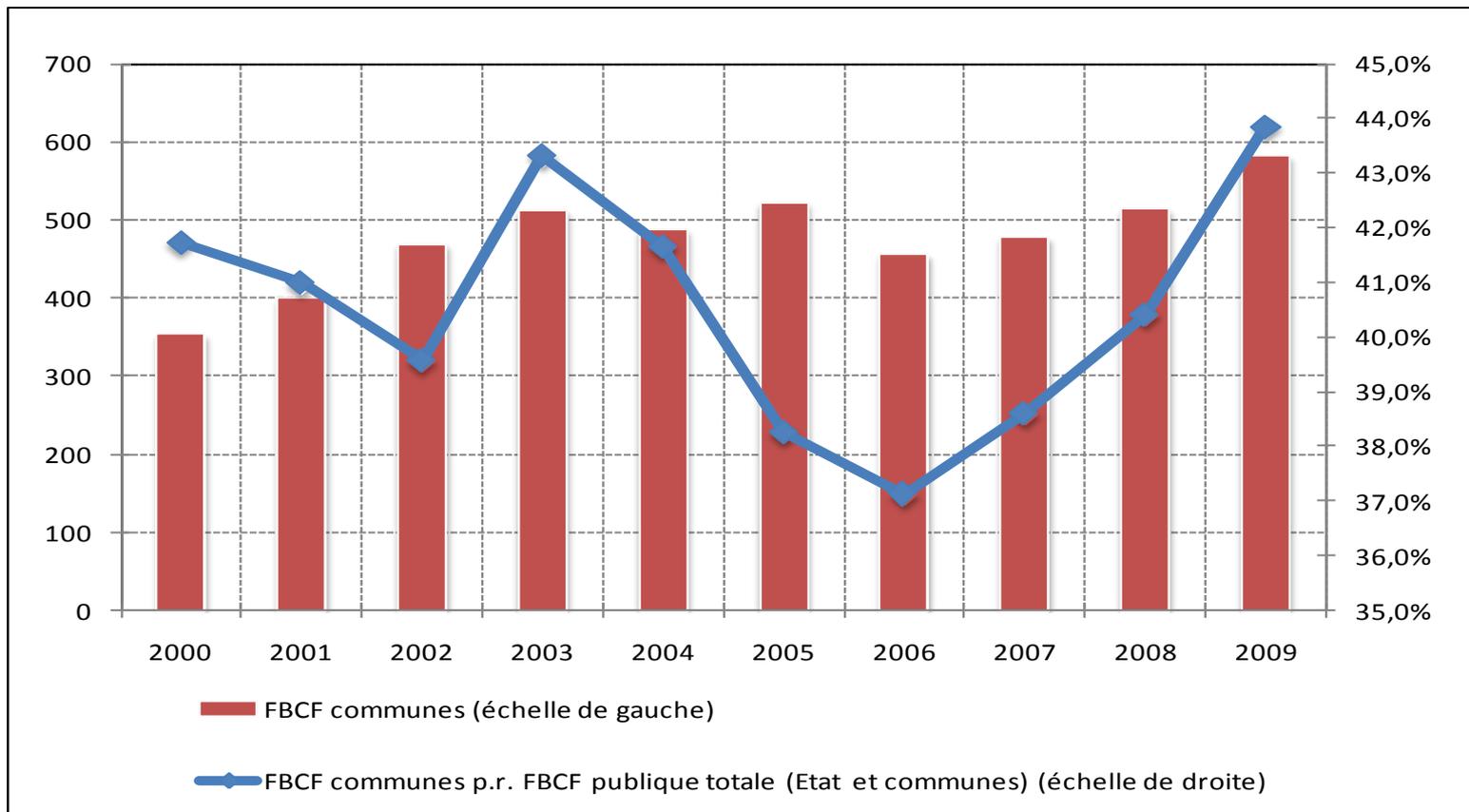


Source: Commission européenne. Calculs de la Chambre de Commerce.



Formation brute de capital fixe au niveau local

Une manne financière inattendue à investir sagement...





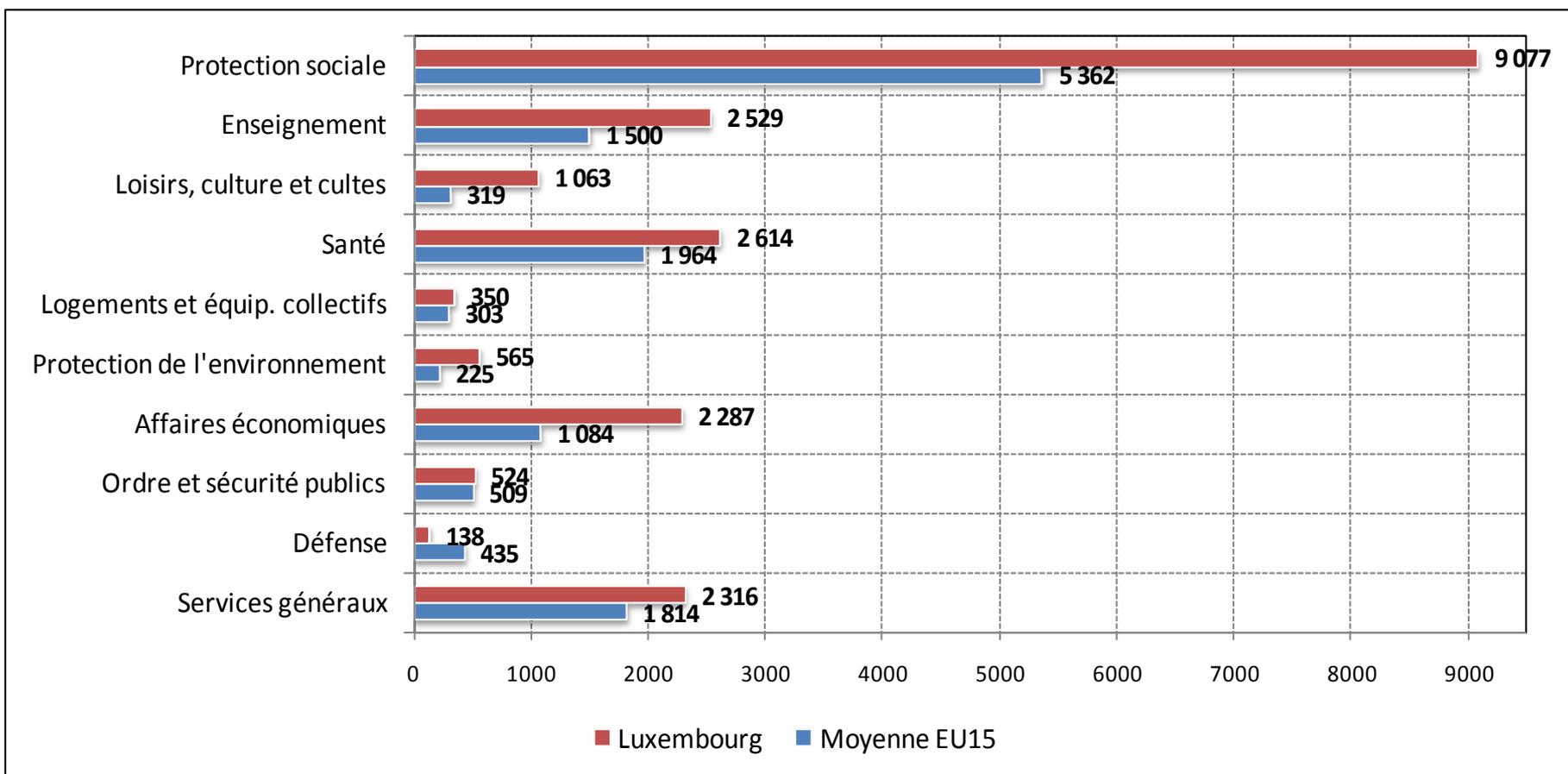
1. Pour une meilleure maîtrise des dépenses courantes

- Introduction d'une norme de progression
- Introduction d'une limite quant à l'endettement public, équivalente à 30% du PIB
- Limitation des automatismes qui alimentent les hausses des dépenses de l'Etat à travers l'inflation (cf. tarifs publics, ...)
- Définition d'objectifs ambitieux en matière de réduction des frais de fonctionnement (cf. norme de 10-20% dans le secteur privé)
- Mise en place d'une centrale d'achat pour l'Administration publique
- Mise en œuvre d'une nouvelle architecture budgétaire gravitant autour de missions et de programmes, d'objectifs et de résultats à atteindre et mesurables à travers des indicateurs
- Plan d'action pour exploiter progressivement les gisements d'efficience (cf. prochain slide)



1. Pour une meilleure maîtrise des dépenses courantes

Des dépenses sans commune mesure par rapport aux résultats atteints





2. Pour une redéfinition de la politique sociale

- Calibrer la politique des transferts sociaux autour de la notion de revenu médian
- Augmenter l'efficacité (relation input-output) de la politique sociale en général
ex.: malgré des budgets conséquents consacrés à la politique familiale entre 1995 et 2009, le taux de pauvreté est passé de 11% à 15%
- Phasing-out progressif de transferts contrecarrant d'autres champs politiques (cf. forfait d'éducation) ou allant au-delà de l'encadrement communautaire (cf. congé parental)



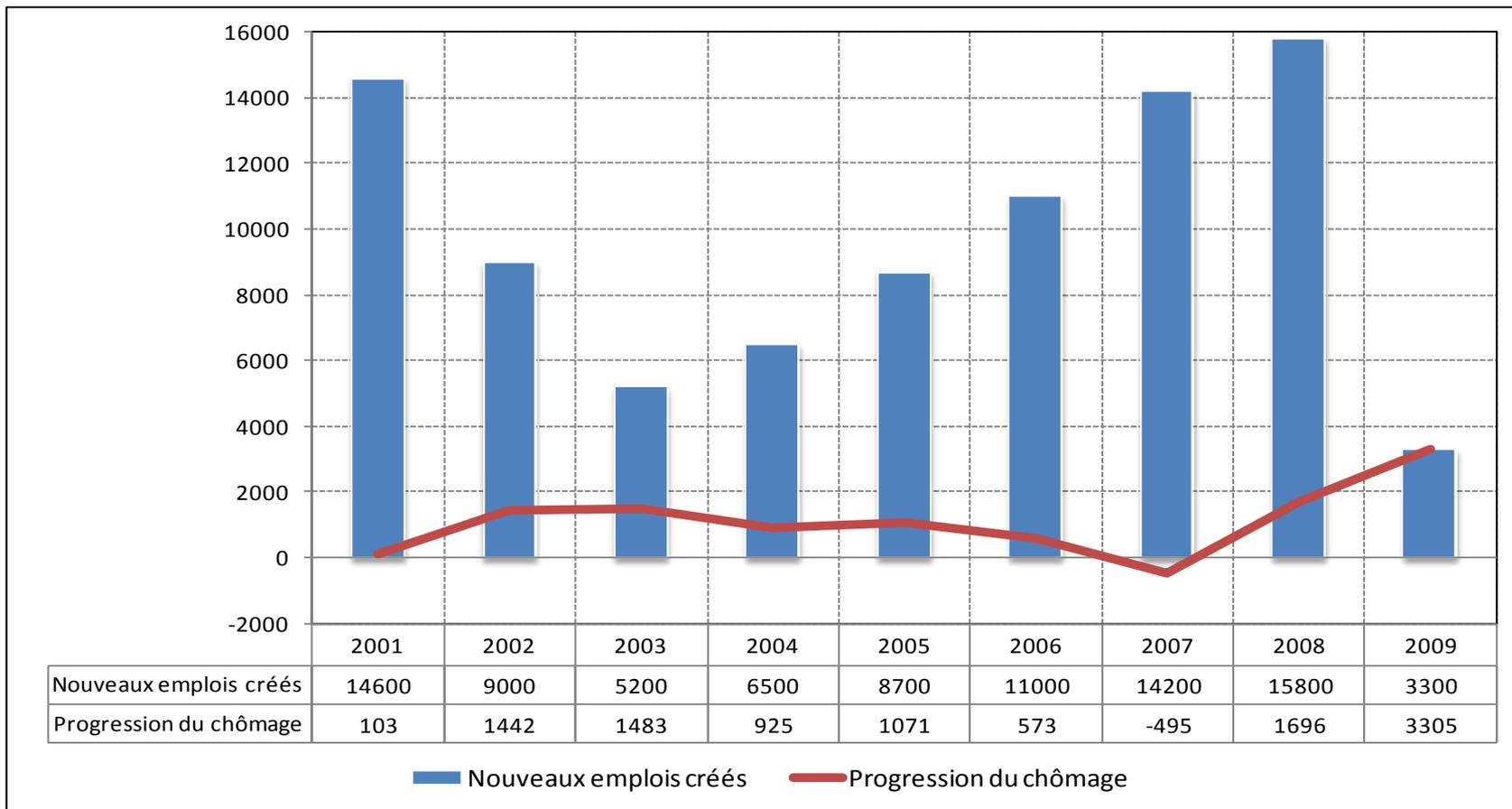
2. Pour une redéfinition de la politique sociale

- Renforcer la lutte contre le chômage et augmenter le taux d'emploi: « coût de l'inactivité » en 2011: 736,70 millions EUR (Dépenses Fonds pour l'emploi + indemnités RMG + allocations de vie chère)
 - 5,78% du total des dépenses de l'Administration centrale;
 - 1.473 EUR par habitant
 - 2.092 EUR par emploi et par année
 - 2,1 millions EUR par jour
- Briser le « paradoxe luxembourgeois » (Non-corrélation entre l'emploi et le chômage)
 - Redéfinition des incitations de l'inactivité vs. le chômage
 - Réforme de l'ADEM en un prestataire efficace au service des entreprises
 - Meilleure adéquation entre le système d'éducation et les besoins des entreprises



2. Pour une redéfinition de la politique sociale

Paradoxe lux.: +88.300 emplois et +10.103 chômeurs depuis 2001





3. Pour une politique d'investissements publics ambitieuse distinguant entre l'utile et le nécessaire

- Une standardisation au niveau de différents projets d'investissements (+ benchmarking international)
- Une priorisation au niveau des projets d'investissements envisagés
- Une politique prudente en matière des menus investissements en équipements informatiques, en véhicules automoteurs, etc
- Une prise en compte du coût intégral et à long terme des investissements
- Une politique d'investissement pragmatique basée sur la simplification administrative



4. Pour une politique plus efficiente en matière environnementale

- Changement de paradigme en matière de promotion des produits écologiques: passer d'une politique de subvention vers un système d'incitation fiscal
- Militer en faveur de solutions internationales en matière de protection environnementale
- Faire un sorte que l'instrument « prix » reflète les vrais coûts au lieu de le baisser artificiellement à travers des subsides
- Arrêt des politiques contradictoires en matière environnementale (cf. renonciation à la baisse du forfait kilométrique)
- Mettre en œuvre de façon pragmatique et volontariste le Plan d'action en matière d'énergies renouvelables (cf. projet d'introduire de nouveaux plans sectoriels va au détriment de la simplification administrative)



5. Pour une politique d'APD responsable, financièrement soutenable et intégrant les dépenses MDP

- Pour les exercices budgétaires 2012 et suivants: maintien, en valeur absolue, de l'APD au niveau prévu pour 2011, soit 297,85 millions EUR ;
- Baisse mécanique du ratio APD / RNB (RNB croissant) jusqu'à atteindre le seuil de référence des Nations Unies en matière d'APD, soit 0,7% du RNB ;
- Ecart par rapport à l'objectif gouvernemental de 1,0% à combler par les dépenses au titre du MDP et, en cas d'insuffisance de ces dernières, par un investissement supplémentaire en matière d'APD.